

Compte-rendu du Tour d'Horizon de l'actualité

Consultations citoyennes

5 juillet 2018

I. Organisateur de l'activité

a. *Organisateur*

La direction générale du Trésor (Ministère de l'économie et des finances) a organisé l'évènement.

b. *Intitulé de l'activité*

Cet évènement a été organisé dans le cadre du Tour d'Horizon de l'Actualité, évènement réunissant une fois par mois des acteurs extérieurs de la société civile autour des services de la direction, afin d'échanger sur un sujet économique et financier d'actualité. Le dernier Tour d'Horizon de l'Actualité a porté sur les **sujets discutés lors du dernier Conseil européen des 28-29 juin : le Brexit, la zone euro et le commerce international**. A cette occasion, il a été labellisé « consultations citoyennes » et a permis un échange de vues avec les chefs des services économiques régionaux (CSER) du Trésor, en poste dans les ambassades.

c. *Description de l'activité*

Cet évènement a permis aux acteurs de la société civile d'échanger **avec les chefs des services économiques régionaux (CSER) en poste dans les ambassades à Londres, Berlin, Washington et Pékin**, sur leurs perceptions des risques, leurs attentes et les actions nécessaires sur ces différents sujets.

Le déroulé était le suivant : suite à un court résumé du Conseil européen des 28 et 29 juin par Thomas Reval, sous-directeur Europe à la Direction générale du Trésor, Jean-Christophe Donnellier, CSER pour le Royaume-Uni et l'Irlande a échangé avec le public sur le **Brexit**, suivi d'Etienne Oudot de Dainville, CSER pour la zone Allemagne-Autriche-Suisse qui a présenté **les étapes menant à la déclaration franco-allemande de Meseberg du 19 juin 2018 sur la zone euro**. Renaud Lassus, CSER pour les Etats-Unis et Philippe Bouyoux, CSER pour la Chine et la Mongolie ont expliqué **l'impact des mesures commerciales américaines sur les relations entre les Etats-Unis, l'Europe et la Chine**, en présence de Pierre Chabrol, chef de bureau Politique commerciale, stratégie et coordination à la Direction générale du Trésor, qui a présenté **la réaction européenne face à la politique commerciale américaine**.

d. *Date et heure*

Le 5 juillet 2018 à 16h30

e. *Lieu*

Au Ministère de l'économie et des finances, 139 rue de Bercy, 75012 Paris, centre Pierre Mendès-France

f. *Nombre de participants*

Environ 50-60 personnes

g. *Catégories de publics présents*

Think tanks, ONG, partenaires sociaux, associations professionnelles, économistes, assistants parlementaires et administrateurs.

h. Noms des intervenants ou des grands témoins s'étant exprimés

- Thomas Revial, sous-directeur Europe à la Direction générale du Trésor
- Jean-Christophe Donnellier, Chef de service économique régional pour le Royaume-Uni et l'Irlande
- Etienne Oudot de Dainville, Chef de service économique régional pour la zone Allemagne-Autriche-Suisse
- Renaud Lassus, Chef de service économique régional pour les Etats-Unis
- Philippe Bouyoux, Chef de service économique régional pour la Chine et la Mongolie
- Pierre Chabrol, chef de bureau Politique commerciale, stratégie et coordination à la Direction générale du Trésor

II. Synthèse de l'activité

a. Thèmes évoqués

L'évènement a porté sur les sujets économiques et financiers discutés lors du dernier Conseil européen des 28-29 juin : le Brexit, la zone euro et le commerce international.

b. Questions/ attentes/ problèmes soulevés

- Brexit

Jean-Christophe Donnellier, CSER à Londres, a présenté son analyse des discussions en cours sur le Brexit au Royaume-Uni. Sur le plan économique, l'incertitude autour du Brexit a déjà eu un impact sur le change, sur le niveau d'investissement des entreprises et sur le nombre d'entrée de travailleurs européens au Royaume-Uni.

Compte tenu du contexte politique interne au Royaume-Uni, les négociations avancent difficilement sur les conditions du retrait, dont un sujet décisif est la question de la frontière irlandaise. Pour les futures relations entre le Royaume-Uni et l'UE, une solution régulièrement évoquée, qui serait de quitter l'UE tout en négociant un accès à l'Espace Economique Européen sur le modèle de la Norvège et en acceptant le principe de l'intégrité du marché intérieur (la libre-circulation des biens, des services, des entreprises et des personnes), pose également des difficultés politiques importantes côté britannique. Jean-Christophe Donnellier a échangé avec le public sur le scénario d'absence d'accord sur les futures relations avec l'UE, qui devient une possibilité sérieuse. Les questions du public ont notamment porté sur les conséquences économiques d'une absence d'accord, sur l'impact du Brexit pour les universités anglaises et pour les importations agro-alimentaires ainsi que la forme que prendront les relations entre le Royaume-Uni et l'UE après mars 2019.

- Les dernières avancées sur l'approfondissement de la zone euro et la déclaration franco-allemande de Meseberg

Etienne Oudot de Dainville, CSER à Berlin, a présenté les évolutions qu'il a pu observer dans le paysage politique et au sein de la pensée économique en Allemagne, qui expliquent en partie le succès de l'accord de Meseberg. Sur le plan politique, face à l'actualité de l'année 2017 (élection d'Emmanuel Macron, élection de Donald Trump et incertitudes sur le Brexit), le nouveau gouvernement s'est finalement engagé pour l'approfondissement de la zone euro. L'accord de

coalition entre sociaux-démocrates (SPD) et démocrates-chrétiens (CDU/CSU) a réaffirmé le besoin de consolider la zone euro ainsi que la nécessité d'achever l'Union bancaire et le renforcement du Mécanisme européen de stabilité (MES). Toutefois, le sujet demeure sensible au sein de la majorité du gouvernement (réticences de la CSU) et plus généralement au Bundestag (opposition de l'AfD et du FDP), la crainte d'une "union de transferts" et d'une déresponsabilisation des Etats membres restant vivaces.

Etienne Oudot de Dainville a échangé avec le public sur le futur rôle du MES, sur la proposition de système d'assurance chômage européen, sur les propositions de la Commission en matière de fiscalité du numérique, sur la garantie européenne des dépôts (EDIS), ainsi que sur la crainte pour les opinions publiques européennes, notamment l'Allemagne, de voir se développer une Union de transferts.

- Les nouvelles mesures américaines sur le commerce international

Renaud Lassus, CSER à Washington, Philippe Bouyoux, CSER à Pékin et Pierre Chabrol, chef de bureau sur la politique commerciale, la stratégie et la coordination à la Direction générale du Trésor, ont présenté les nouvelles mesures prises par le Président Trump à l'encontre de ses partenaires commerciaux et l'impact de ces mesures sur les relations avec la Chine et l'Europe.

Face à la politique commerciale américaine, la stratégie européenne est de préserver les intérêts européens, de tenir une position ferme face aux Etats-Unis en coordination avec le Japon, le Canada et le Mexique et de régler les différends via l'OMC tout en modernisant cette dernière, notamment en matière de politiques de subventions. L'Europe a par ailleurs déjà pris des mesures de rééquilibrage face aux restrictions des Etats-Unis sur les échanges d'acier et d'aluminium, ainsi que des mesures de sauvegarde pour protéger les producteurs.

Les échanges avec le public ont porté sur la nature des mesures de rééquilibrage dites « moto-bourbon », sur la modernisation de l'OMC, sur le rôle de la Chine et de l'Iran dans les négociations commerciales et sur les réserves de dollar détenues par la Chine.

c. Pistes de proposition formulées

Sur le **Brexit**, le scénario idéal serait un **accord avec le Royaume-Uni qui permettrait une sortie ordonnée de l'UE et préserverait des relations économiques étroites dans le respect de l'intégrité du marché intérieur et de l'autonomie de décision de l'UE**. Toutefois, il importe de préparer les entreprises à tous les scénarios et donc à l'éventualité d'un « hard Brexit », sans accord sur le retrait du Royaume-Uni et les relations avec l'UE.

Sur **la zone euro**, les éléments contenus dans la déclaration de Meseberg ont été salués car ils présentent une feuille de route équilibrée pour les travaux des prochaines années. Le public a noté **la mention de la proposition de système d'assurance chômage au niveau de la zone euro** qui compléterait les systèmes nationaux et constitue une piste intéressante pour le futur.

En matière **de politique commerciale**, les échanges avec le public ont notamment porté sur la liste de mesures de rééquilibrage ciblées appelée « bourbon-moto ». Celle-ci vise à frapper les esprits de l'opinion publique américaine et à encourager aux Etats-Unis l'opposition interne à la politique commerciale du Président Trump dans les circonscriptions sensibles à ces mesures. Certaines personnes du public souhaiteraient que celle-ci puisse porter davantage sur les produits polluants.